

SOMMAIRE

CENTRE D'ANKARA

- NOUVEAU DIRECTEUR
GENERAL AU SESRTCIC1
- TROISIEME REUNION DES
CHEFS DES ORGANISMES
NATIONAUX DE
STATISTIQUE 2-5
- VINGT-ET-UNIEME
REUNION DU CONSEIL
D'ADMINISTRATION DU
SESRTCIC 5-6
- NOUVELLES DU SITE WEB
DU CENTRE 6-7
- DES EXPERTS DU
SESRTCIC EN MISSION A
L'OCE 7-8
- DEUXIEME REUNION DES
POINTS FOCALX DU
TINIC 8-9

ORGANISATION DE LA CONFERENCE ISLAMIQUE

- L'OCI ET LA CONFERENCE
MINISTERIELLE
DE L'OMC 9-11
- REUNION DU GROUPE
D'EXPERTS SUR LA
TECHNOLOGIE ET LA
COOPERATION
TECHNOLOGIQUE 11-12
- QUATORZIEME REUNION
DU COMITE DE SUIVI DU
COMCEC 12-13
- PREPARATION DE LA
OUMMAH POUR LE 21^{ème}
SIECLE 13-14

PROCHAINS EVENEMENTS

14

PUBLICATIONS DU CENTRE

15

BIBLIOTHEQUE

15

ACTIVITES DU CENTRE D'ANKARA

NOUVEAU DIRECTEUR GENERAL AU SESRTCIC

Après une carrière diplomatique qui lui a permis d'acquérir de première main une vaste connaissance de plusieurs pays Islamiques et une expérience dans les domaines de la planification politique et des affaires économiques bilatérales, S.E.M. l'Ambassadeur Erdinç Erdün a été nommé Directeur Général du SESRTCIC. Il a pris charge de son nouveau poste le 1er mai 1998.

S.E.M. l'Ambassadeur Erdün est né en 1941 à Istanbul. Il a obtenu le baccalauréat au Lycée de Galatasaray en 1961 et un diplôme de sciences politiques à l'Université d'Ankara en 1965. La même année, il est entré au Ministère des Affaires Etrangères. De 1965 à 1981, il a été successivement Troisième,

Deuxième, Premier Secrétaire et Conseiller auprès de l'Ambassade de Turquie à Athènes, à Addis Ababa, et de la délégation de la Turquie auprès de l'OTAN. De 1981 à 1986, il a été Consul Général à Karachi.

De 1986 à 1988 il a été Chef de Département à la Planification Politique. De 1988 à 1989, il a été Ministre Plénipotentiaire, Directeur Général Adjoint des Affaires Economiques Bilatérales. De 1989 à 1991, il a été le Directeur Général des Affaires Economiques Bilatérales.

De 1991 à 1995 et de 1995 à 1998 il a été Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire, respectivement, à Khartoum et à Manille.

S.E.M. l'Ambassadeur Erdün est marié et père d'un fils.

Il est décoré de l'Ordre des Deux Nils du Soudan et de l'Ordre de Sikatuna des Philippines.

LES CHEFS DES ORGANISMES NATIONAUX DE STATISTIQUE DES ETATS MEMBRES DE L'OCI PASSENT EN REVUE LES NOUVELLES TECHNIQUES DE COLLECTE DES DONNEES

La Troisième Réunion des Chefs des Organismes Nationaux de Statistique des Etats membres de l'Organisation de la Conférence Islamique s'est tenue à Ankara du 1er au 3 juin 1998. Ont participé à La Réunion les représentants des Etats membres de l'Organisation de la Conférence Islamique suivants: Bangladesh, Bénin, Egypte, Gambie, Indonésie, Iran, Kazakhstan, Koweït, Kirghizistan, Maroc, Pakistan, Palestine, Qatar, Arabie Saoudite, Soudan, Turquie, Turkmenistan et Yémen. Les représentants du Secrétariat Général de l'OCI, du Bureau de Coordination de COMCEC, de la BID, de la Commission Economique et Sociale des Nations unies pour l'Asie Occidentale (ESCWA) ont également participé à la Réunion.

La Réunion a été inaugurée par S.E.M. l'Ambassadeur Erdinç Erdün, Directeur Général du Centre, qui a accueilli les délégués participants et déclaré que le Centre avait évolué considérablement depuis les deux Réunions tenues dans les années qui suivirent son établissement. S.E. Erdün a souligné le fait que le Centre, fort de l'expérience acquise au cours des 20 dernières années, est devenu capable de jouer un rôle important dans la promotion de la coopération entre les Etats membres dans le domaine de la statistique, notamment pour ce qui est du flux et de l'échange d'informations, de la compilation et de la dissémination de données comparables sur les économies des pays membres et du soutien accordé aux activités statistiques menées dans les pays membres aux moyens d'accords de coopération technique.

Le docteur Cindoruk, fondateur et ancien Directeur Général du Centre, qui vient de prendre sa retraite après vingt années de service, s'est aussi adressé à la Réunion. Le docteur Cindoruk, suivant un bref résumé

des activités menées par le Centre dans le domaine de la statistique et de l'information depuis le début de son fonctionnement, s'est déclaré persuadé que la Réunion fournirait aux délégués l'occasion d'examiner l'état de la statistique dans le monde Islamique, renouveler leurs engagements en faveur du soutien du Centre dans ses activités extrêmement variées et considérer les voies et moyens d'utiliser les ressources et les installations du Centre pour établir et promouvoir une coopération plus étroite entre leurs institutions susceptible d'aider à relever les nouveaux défis.

S.E.M. l'Ambassadeur le Professeur Docteur Orhan Güvenen, Sous-Secrétaire auprès de l'Organisation d'Etat de la Planification et ancien Président de l'Institut d'Etat de la Statistique de la République de Turquie s'est adressé à la Réunion et a rappelé le travail de haute qualité et les importantes contributions du Centre dans les domaines de la statistique, de la recherche économique et de la formation. S.E. Güvenen a souligné l'importance de l'information et des connaissances dans cette ère de mondialisation rapide qui, en dehors de certains avantages évidents dans certains aspects de la vie économique, pourraient, si elles n'étaient pas contrôlées, s'avérer nuisibles et conduire à la disparition de la dimension humaine dans la croissance et le développement.

M. Candan Baysan, Statisticien au SESRTCIC, a présenté à la Réunion un Document de Travail intitulé "Recueil et Dissémination de La Statistique Dans Les Etats Membres de l'OCI et Le Rôle Joué par le SESRTCIC", préparé par le Centre en vue de la Réunion. M. Baysan a signalé que les Organismes Nationaux de Statistique étaient les principaux éditeurs de données statistiques traitées dans les pays membres

et a soumis à l'attention des délégués un certain nombre de manières selon lesquelles le flux de la statistique et de l'information des Organismes Nationaux de Statistique vers le Centre à partir des ONS pourrait être amélioré. Il a aussi émis l'espoir qu'avec les progrès réalisés dans les télécommunications partout dans le monde, il serait bientôt possible d'améliorer la vitesse et l'efficacité avec lesquelles les données sont fournies au Centre en utilisant les moyens électroniques. M. Baysan a terminé sa présentation en indiquant que le Centre était toujours disposé à jouer le rôle catalytique qui lui a été confié par son mandat pour soutenir l'établissement et la promotion de meilleurs canaux d'échange de l'information parmi les Organismes Nationaux de Statistique eux-mêmes, et ce, en mettant ses installations et ses ressources, notamment son site Web, à leur disposition.

Des présentations ont été faites par M. Mostafa Muhammed Ahmed d'Egypte sur "Le Système d'Informations Géographiques (SIG) et ses applications statistiques en Egypte", par Mlle Nazan Teksoy de Turquie sur "L'Impact de la télédétection sur les Statistiques Officielles", par M. Kotb Abdel Latif Salem, Conseiller régional en matière de Comptes Nationaux et de Statistique Economique, ESCWA sur "Les changements entre le Système de Comptes nationaux (SCN) de 1993 et celui de 1968" et par M. Loade Syafiuddin d'Indonésie sur la "Comptabilité du milieu naturel pour une croissance et un développement durables avec une référence particulière au SEEA; l'Expérience Indonésienne".

Ensuite, le SESRTCIC a présenté à la Réunion un autre document de travail intitulé "Le rôle des Organismes Nationaux de Statistique dans la coopération technique dans le domaine de la statistique". M. Baysan a commencé sa présentation par une brève introduction sur l'importance de la coopération technique dans le cadre multilatéral et les capacités qui existent dans les pays membres de l'OCI pour établir les installations et le capital humain de haute qualité dans divers secteurs des économies nationales. L'orateur a ensuite décrit le

travail effectué par le Centre dans ce domaine et a terminé sa présentation en exprimant l'espoir que la Réunion assumerait le rôle qui lui est dévolu d'être l'instance appropriée dans le cadre de laquelle cet aspect fondamental de la coopération dans tous ses aspects serait étudié en détail et où des idées pour mettre au point un programme de coopération technique à moyen terme dans le domaine de la statistique seraient émises.

A la fin de la Réunion, quelques recommandations ont été faites sur (a) le travail et futures activités du Centre dans le domaine de la Statistique et de l'information et (b) l'action à mener par les Organes Nationaux de Statistique des Etats membres en vue de soutenir les activités du Centre et d'aider à l'extension et à la promotion de la coopération institutionnelle entre eux.

A la séance de clôture, la Réunion a convenu d'exprimer son appréciation au docteur Şadi Cindoruk, fondateur et ancien Directeur du Centre et son Chef Exécutif pendant les vingt premières années de son opération, et de lui exprimer leurs vœux de bonne santé et de succès continu pendant sa retraite.

ARTICLE SPECIAL: Les chefs des Organismes Nationaux de Statistique recommandent des mesures pratiques pour améliorer l'échange d'information et la coopération technique entre eux et le SESRTCIC.

1) Les Organismes Nationaux de Statistique (ONS) devraient fournir au Centre toutes les données et informations statistiques qu'il demande afin de l'aider à s'acquitter de son mandat dans le domaine de la statistique. Dans ce contexte, les sources publiées de ces données et informations devraient être envoyées régulièrement au Centre pour que sa bibliothèque soit maintenue bien équipée et à jour. Une copie de chaque réponse aux questionnaires que les ONS fournissent régulièrement aux autres agences internationales doit être envoyée au Centre.

2) Pour faciliter la fluidité de données plus complètes en provenance des ONS, le Centre devrait définir ses besoins d'une manière systématique, en établissant des listes complètes et claires de ces besoins et en les adressant directement aux bureaux des chefs des Organismes Nationaux de Statistique des pays membres à intervalles réguliers dont la durée serait déterminée en fonction du calendrier d'engagements des ONS.

3) Pour assurer l'efficacité du flux d'informations, le Centre ferait bien d'établir une liste des indicateurs socio-économiques les plus utilisés par lui et de les transmettre aux ONS, sous forme de questionnaires conçus spécialement à cet effet et agrémentés de notes explicatives visant à assurer les meilleurs résultats.

4) Afin d'assurer un suivi efficace et efficient des communications relatives au flux d'informations, de données et de publications à partir des ONS au Centre, celui-ci devrait mettre au point une méthode claire pour accuser réception rapidement de toute la matière reçue.

5) Le Centre devrait prendre soin d'obtenir, de traiter et de diffuser les statistiques officielles autorisées sur les pays membres, tout en s'assurant d'inclure les annotations appropriées dans les cas où il serait obligé d'utiliser des informations et des données provenant d'autres sources.

6) L'organisation régulière de réunions bisannuelles des Chefs des ONS, dans différents pays membres, devrait être considérée comme un moyen utile et constructif non seulement d'assurer un soutien au Centre dans ses activités statistiques, mais aussi d'aider à promouvoir et élargir les contacts et les échanges directs entre les ONS au niveau le plus élevé en faveur de la coopération dans ce domaine vital. A cet égard, le Centre est prié d'essayer d'organiser ses prochaines réunions dans les trois langues officielles de l'OCI.

7) Bien qu'il eût été noté avec grand intérêt que certains ONS se sont lancés dans la mise en oeuvre et/ou l'expérimentation de ces techniques, les coûts élevés des investissements minimum requis pour leur utilisation en tant qu'outils permanents dans des opérations régulières les rendrait prohibitifs pour la plupart des pays membres.

8) Nonobstant l'élément coût, il serait essentiel de compléter ces techniques avec les outils statistiques traditionnels bien établis afin de tirer profit des avantages et compenser les désavantages de ces outils, et de réaliser les meilleurs résultats d'ensemble.

9) La formation, étant l'aspect le plus important de la coopération technique dans le domaine de la statistique, est le domaine où les besoins des ONS sont de loin les plus grands et les plus urgents.

10) L'information déjà accumulée au Centre et celle communiquée par les réponses aux questionnaires montre que les ressources existantes en main-d'oeuvre, les installations physiques et les capacités techniques, d'une part, et les besoins exprimés, d'autre part, indiquent que la possibilité de réaliser un grand volume d'activités de coopération technique à différents niveaux et dans divers domaines de la statistique est réelle.

11) Pour compléter l'information recueillie par le dernier questionnaire, le Centre ferait bien de suivre l'achèvement de l'enquête avec les ONS qui n'ont pas envoyé de réponse.

12) Etant donné l'insuffisance des ressources financières du Centre en raison à la fois de la modestie de son budget et du fait que 40 ou 50% seulement de ses budgets annuels pouvaient être réalisés, puisqu'un grand nombre de pays membres de l'OCI ne règlent pas leurs contributions obligatoires au Centre, le mieux que celui-ci pourrait faire serait de jouer un rôle catalytique d'habilitation.

13) Néanmoins, le Centre devrait, en coopération et collaboration avec les ONS, investir un effort substantiel, mettre en oeuvre une action systématique et entreprendre une planification détaillée, non seulement pour mettre en rapport les capacités et les besoins existants pour la formulation de projets spécifiques de coopération technique, mais aussi pour aider à obtenir d'une manière continue les fonds nécessaires à ces projets de diverses sources nationales, régionales et internationales.

14) A cet égard, le Centre peut compiler et diffuser à grande échelle l'information de base sur les besoins et les capacités existants dans les ONS, traduire, en collaboration avec les organismes participants, les correspondances entre les besoins et les capacités en projets spécifiques de coopération technique et établir les contacts nécessaires avec les organismes de financement potentiels afin d'obtenir le soutien financier nécessaire pour ces projets.

15) En s'acquittant de ces activités, il est recommandé au Centre de travailler avec des groupes "homogènes" de pays membres qui seraient formés selon des critères tels que la langue, la proximité géographique, etc., de manière à économiser le temps, l'argent et les autres ressources.

16) Afin de promouvoir la mise en oeuvre de projets de coopération technique, le Centre peut préparer une liste d'experts dans différents domaines statistiques oeuvrant dans les ONS, ainsi que dans les universités

et autres établissements de formation dans les pays membres et ailleurs, et de la mettre à la disposition des ONS et d'autres parties concernées du monde Islamique.

17) Etant donné la diversité des activités statistiques entreprises par les ONS, le Centre devrait préparer un programme minimal qui serait composé d'un certain nombre d'activités statistiques prioritaires, en particulier celles relatives à l'échange d'informations et à la coopération technique, où il serait le mieux équipé, considérant ses moyens, de satisfaire au moins quelques besoins fondamentaux des ONS. A ce propos, l'organisation de programmes de formation et d'ateliers sur des sujets qui intéressent tous les ONS, tels que les techniques d'enquête par échantillonnage, en collaboration avec les organisations régionales et internationales pertinentes, serait utile.

18) Le Centre devrait considérer l'ONS dans chaque pays membre comme son point focal quant à ses activités dans le domaine de la statistique, y compris la coopération technique et la formation. Afin d'augmenter l'efficacité de ses relations avec les ONS et de tirer le plus grand profit de sa collaboration avec eux, il est recommandé au Centre de prendre connaissance, autant que possible, des structures organisationnelles et des mandats détaillés des différents ONS. Entre-temps, les ONS pourraient soutenir le Centre dans ses relations avec leurs gouvernements respectifs, à condition que celui-ci les tienne au courant de ses activités dans leurs pays.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION RECOMMANDE DES MESURES POUR AMELIORER LA SITUATION FINANCIERE DU CENTRE

La vingt-et-unième Réunion du Conseil d'Administration du SESRTCIC s'est tenue à Ankara, République de Turquie, du 4 au 6 juin 1998. Ont participé à La Réunion les délégués du Bangladesh, de l'Egypte, de la

Gambie, de l'Indonésie, du Koweït, du Pakistan, de l'Arabie Saoudite et de la Turquie. Le Directeur Général du Centre et le Représentant du Secrétariat Général de l'OCI y ont également pris part en leur qualité de membres de droit du Conseil, et le

représentant du Bureau de Coordination du COMCEC a assisté à la réunion en tant qu'observateur.

Le Directeur Général, S.E.M. l'Ambassadeur Erdinç Erdün, a inauguré la Réunion et a

souhaité aux membres du Conseil la bienvenue en Turquie, à la Réunion et au Centre à l'occasion du vingtième anniversaire de la fondation du SESRTCIC. M. l'Ambassadeur Erdün a souhaité en particulier la bienvenue au docteur Şadi Cindoruk, fondateur et ancien Directeur Général du Centre, et lui a rendu un hommage spécial pour les services qu'il avait rendus à la tête du SESRTCIC depuis le 1er juin 1978. Il a annoncé à l'Assemblée qu'ils avaient décidé de donner le nom du Dr. Şadi Cindoruk à la bibliothèque en reconnaissance de ses services au Centre au cours des vingt dernières années.

Le Conseil d'Administration a entamé ses travaux et adopté l'Ordre du Jour de la Réunion. Au point 3 de l'Ordre du Jour, le Directeur Général S.E.M. l'Ambassadeur Erdinç Erdün a présenté le Rapport sur les activités du Centre depuis la dernière Réunion, et M. İlhan Uğurel, le Coordinateur Exécutif a expliqué les détails de ce rapport. Au cours des délibérations sur le Rapport, les membres du Conseil ont discuté longuement des difficultés financières et de personnel qui confrontaient le Centre.

Au point 4 de l'Ordre du Jour, S.E.M. l'Ambassadeur Erdün a présenté le Projet de Budget du Centre pour l'exercice 1998/99, et le Programme de travail pour la même année commençant le 1er juillet 1998 dont il faisait partie intégrante. Il a expliqué que le Projet de Budget comprenait deux parties principales: Le Budget Administratif et le Budget Programme. Ensuite, le docteur Abdelrahman Zeinelabdin, Directeur de l'Administration et des Finances, a présenté les détails du Projet de Budget.

Au cours des délibérations qui s'ensuivent, la Réunion a apprécié le fait que bien qu'aucune augmentation n'ait été proposée dans le budget total pour 1998/99 par rapport à l'année dernière, une certaine somme, bien que modeste, a pu être transférée du Budget Administratif au Budget Programme pour 1998/99. Le Conseil d'Administration a ensuite approuvé le Projet de Budget (ainsi que le Programme de Travail) du Centre pour 1998/99 et a recommandé son adoption par les autorités compétentes de l'OCI. La Réunion a aussi fait quelques recommandations:

1) La Réunion a demandé que la vingt-sixième Conférence Islamique des Ministres des Affaires Etrangères qui doit se tenir à Ougadougou, Burkina Faso, au printemps de 1999 puisse considérer la possibilité d'adopter, outre le budget du Centre pour 1998/99, celui pour 1999/2000, aux mêmes niveaux globaux, de manière à ce que l'approbation tardive des budgets annuels puisse finir.

2) La Réunion a demandé au Centre de prendre les dispositions nécessaires pour encourager les pays membres qui avaient des arriérés aux budgets du Centre de faire usage de cette formule pour honorer leurs engagements prochainement. La Réunion a aussi accueilli favorablement l'initiative prise par le Centre pour effectuer des visites dans les pays membres pour obtenir le paiement des contributions au budget du Centre grâce à des contacts directs avec les autorités compétentes dans chaque pays. La Réunion a conseillé vivement au Centre de fournir de plus grands efforts pour mettre au point des modalités susceptibles d'apporter au Centre des recettes supplémentaires grâce à la vente de ses publications et ses services.

3) La Réunion a demandé au Centre d'intensifier ses efforts de coopération et de collaboration avec les organisations régionales et internationales pertinentes en formulant des activités, des projets et des programmes conjoints avec participation aux frais.

NOUVELLES DU SITE WEB DU CENTRE

Le nombre des visiteurs de notre site continue à augmenter. Pour le moment il se double tous les trois mois. A ce rythme, nous recevrons près de 5000 visites par jour d'ici la fin de l'année. Certes, l'Internet lui-même est en train de se développer, mais est-ce qu'il grandit à la vitesse dont nous parlons? Est-ce qu'il se double tous les trois mois? Eh bien, quelques rapports l'affirment. Si tel est

le cas, nous ne sommes pas en retard dans un secteur qui évolue très rapidement.

Les statistiques sur l'usage d'InfoBase pour le second trimestre de 1998 sont comme suit:

76148 pages ayant fait l'objet d'un accès,
dont

en sollicitant directement
notre adresse Internet
"www.sesrtic.org" 400

par l'intermédiaire de notre page
d'accueil, suivant un indice donné
au bas d'une page qui a enregistré
une connection 3759

par une liaison extérieure
(voir la liste plus bas) 892

par nos propres liaisons
(c'est-à-dire
d'une page à l'autre) 43648

par suite de quelques
recherches qui accèdent
à l'une de nos pages, parmi
les pages d'autres sites 21952

En conséquence, notre page d'accueil a été visitée 4570 fois pendant cette période. Comme le volume des données croît rapidement, nous n'avons pas encore pu

mettre au point une méthode qui analysera la distribution mais nous travaillons dessus.

Un examen rapide de la distribution des pages consultées selon leur nature montre que les "données statistiques pour les pays" sont les plus populaires avec 14543 connections. Elles sont suivies des "pages bibliographiques citant les collections de notre bibliothèque" avec 6870.

Nous avons découvert le fait que, pendant la période considérée, 892 usagers étaient parvenus à joindre diverses pages de notre site grâce aux liens établis avec les pages en question par d'autres sites. 35 de ces usagers l'ont fait à partir de diverses pages du site Web de la BBC, 57 à partir de pages du site Web du Bureau Central des Statistiques d'Indonésie (BPS), 10 à partir du site Web du Bureau Central des Statistiques de Palestine.

Seulement 5% des connections enregistrées proviennent de nos pays membres et les trois premiers étant la Malaisie (1588, quatre fois le niveau du trimestre précédent), la Turquie (358), et l'Indonésie (302). Quant aux connections établies par de pays non-membres, les Etats Unis d'Amérique viennent en tête avec 20377; ils sont suivis par le Royaume Uni (3808). 4088 connections provenant des Etats Unis d'Amérique trouvaient leur origine dans des institutions éducatives et le nombre est presque le double de celui du trimestre précédent. Nous pensons que ce dernier indicateur est le plus important parce que les éducateurs, étant parmi les premiers sur l'Internet, doivent approcher le point de saturation et une augmentation dans le nombre des visites effectuées par ces usagers a plus de chances d'être un meilleur indicateur d'augmentation d'utilisation.

Nous n'avons activé le service de rétroaction de notre site que vers la fin d'octobre 1997 et le nombre total des évaluations/commentaires reçus à la fin du

dernier trimestre était 29. Depuis, 54 autres ont été envoyés. L'évaluation générale de ceux-ci est positive et la demande la plus fréquente concerne l'information, bien que l'existence de demandes d'emploi mérite d'être notée.

La principale nouveauté dans l'InfoBase de ce trimestre est les pages relatives aux

“Opportunités de Formation”. La page la plus populaire de ce service est celle que nous avons appelée “Le Calendrier des Opportunités de Formation” où les usagers peuvent faire leurs choix du domaine et de la date de la formation souhaitée et examiner les options spécifiques possibles dans les pays membres de l'OCI.

DES EXPERTS DU CENTRE EN MISSION AU SECRETARIAT GENERAL DE L'OCE

M. Selim Ilkin, Directeur du Département de la Coopération Technique et de la Formation et M. Candan Baysan, Statisticien, ont rendu une visite spéciale au Secrétariat Général de

l'Organisation de la Coopération Économique à Téhéran du 13 au 21 juin 1998. Ils avaient pour mission de conférer avec le personnel de l'OCE et de préparer un Rapport sur les mesures à mettre en oeuvre concernant le programme de travail de deux directions, établies récemment, au sein de l'OCE.

Les directions en question sont la Direction de la Recherche Economique et des Statistiques et la Direction de la Recherche de Projets. La première a pour but de développer et de maintenir des bases de données, une bibliothèque et un centre informatique. La deuxième organiserait des programmes de formation et des activités de coopération technique. Le Secrétariat Général de l'OCE, en reconnaissance de l'expérience et de la compétence du SESRTCIC dans ces deux domaines, avait demandé l'assistance des experts de notre

Centre en janvier dernier. Comme les dix membres de l'OCE sont aussi tous membres de l'OCI, on a estimé qu'il serait approprié d'utiliser l'expérience et le savoir-faire du Centre dans l'exécution de ce projet particulier. La visite était financée par la BID.

Les experts du Centre, qui avaient pris plusieurs documents et publications du Centre avec eux ont aussi eu la chance, pendant la visite, de faire une brève démonstration du site Web du Centre au moyen d'un CD. Des exemplaires du Rapport de cette visite, préparés par le personnel du Centre, ont déjà été envoyés au Secrétaire Général de l'OCE et au Président de la BID.

LES POINTS FOCALISÉS DE L'OCI POUR L'INFORMATION COMMERCIALE SE MONDIALISENT GRÂCE AUX NOUVELLES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

M. Talat Öncü, Informaticien au Centre, a assisté à la “2ème Réunion des Points Focaux Nationaux du Réseau d'informations

Commerciales Pour les Pays Islamiques (TINIC)”. La Réunion, qui avait pour thème les “Technologies de l'Information au service de la promotion du commerce” était

organisée par le Centre Islamique pour le Développement du Commerce (CIDC). Elle s'est tenue à Casablanca les 23 et 24 juin 1998 et y ont participé les représentants de 8 pays membres et 6 organisations internationales.

Lors de la première séance et après la présentation du document de base du CIDC, le Centre a présenté un document intitulé "Les technologies de l'information au service du SESRTCIC: Influence des innovations technologiques sur les activités du centre". Le document expliquait l'impact des innovations technologiques sur la collecte, le traitement et la distribution de larges volumes de données. Il soulignait que, depuis les premières années de sa fondation, le SESRTCIC avait essayé d'organiser les données dans des bases de données structurées pour aider les usagers dans l'accès et le traitement des données. Il décrivait les développements déclenchés récemment par l'importance que revêt

l'Internet dans le domaine de la distribution et la manipulation des données et le lancement du site web du Centre, InfoBase, en juin 1997. Le représentant du SESRTCIC a aussi déclaré qu'étant donné que certains pays membres n'ont pas accès à l'Internet, Infobase était aussi distribué sous forme de CD-ROM à

plusieurs adresses. Pour conclure, le Rapport a indiqué que les nouvelles innovations étaient contrôlées continuellement pour que le site web soit restructuré afin de fournir aux usagers les traits additionnels suivants:

- Exploration de la base de données et formatage en ligne,
- Saisie et édition des données en ligne,
- Les forums d'usagers, et
- Canaux pour Internet Explorer 4.0.

Des exemplaires des CD susmentionnés ont été distribués aux participants par M. Talat Öncü.

Au cours de la Réunion, chacun des Points Focaux Nationaux participants a présenté les activités commerciales menées par son pays grâce à l'Internet ainsi que les bases de données conçues pour aider les utilisateurs internationaux à accéder aux informations commerciales nationales. Le Centre du Commerce International de CNUCED/OMC (CCI) et la Banque Islamique de Développement (BID) ont aussi exposé à la Réunion leurs points de vue sur la question considérée. La présentation de la BID a inclus une brève description de l'état actuel de OICIS-NET.

ORGANISATION DE LA CONFERENCE ISLAMIQUE

LES PAYS MEMBRES DE L'OCI SE PREPARENT POUR LA DEUXIEME CONFERENCE MINISTERIELLE DE L'OMC

M. Selim Ilkin, Economiste au Centre, a assisté à La Réunion Consultative des pays membres de l'OCI en vue de se préparer à la deuxième Conférence Ministérielle de l'OMC. La Réunion qui était organisée par la BID a eu lieu à Djeddah les 28 et 29 avril 1998. Elle était un effort de la part de la BID

pour préparer les pays membres de l'OCI à la Conférence Ministérielle qui devait avoir lieu à Genève les 18 et 20 mai 1998.

Les participants ont mis en relief le fait qu'une attention spéciale devait être accordée aux questions de mise en oeuvre en général, et de celles relatives à l'agriculture,

aux textiles, et à l'habillement en particulier. Ils ont aussi souligné l'importance pour les Ministres de l'OCI de se rassembler avant la Réunion Ministérielle à Genève.

La Réunion a exprimé son appréciation au Président et à d'autres cadres de la BID pour les efforts déployés pour aider les pays membres de l'OCI à participer plus activement à l'OMC et pour leur avoir donné le moyen de relever les défis de l'intégration au Système Commercial Multilatéral.

En outre, La Réunion a exprimé sa satisfaction du fait que les efforts entrepris par la BID pour assister les pays dans le processus d'adhésion à l'OMC portaient fruit.

LA CONFERENCE MINISTERIELLE DE L'OMC PASSE EN REVUE LES PROGRES REALISES DANS L'EXECUTION DE L'ACCORD DE L'OMC ET ETABLIT SON PROCHAIN ORDRE DU JOUR

La deuxième Session de la Conférence Ministérielle de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) s'est réunie à Genève du 18 au 20 mai 1998. En marge de cette conférence, et en rapport avec elle, La Banque Islamique de Développement (BID) a organisé une Réunion Consultative des pays membres de l'OCI. M. Oker Gürler, Economiste au SESRTCIC, a assisté à ces deux Réunions en tant que membre de la Délégation de l'OCI.

La Conférence Ministérielle de l'OMC avait pour objet de passer en revue l'exécution de l'Accord de l'OMC et les décisions prises à la première Réunion Ministérielle de l'OMC tenue à Singapour du 9 au 13 décembre 1996 et d'examiner le prochain Ordre du Jour de l'OMC.

M. Renato Ruggiero, le Directeur Général de l'OMC, dans son allocution, a fait un exposé sur les succès réalisés depuis la première Réunion Ministérielle à Singapour. Il a fait ressortir l'intérêt croissant des pays en voie de développement, particulièrement des pays les moins développés, pour l'OMC qui avait réuni 132 pays sous des règles, règlements et procédures internationaux communs. Il a dit que toutes les fois qu'on parlait du commerce, les sujets comme le développement, la stabilité financière, la marginalisation, l'environnement, les conditions sociales, l'emploi, la santé publique, la diversité culturelle, etc., venaient immédiatement à l'esprit. M. Ruggiero a terminé son allocution en affirmant que ces sujets devaient être abordés par la communauté internationale et qu'un Système Commercial Multilatéral (SCM) discipliné et fondé sur des règles était essentiel pour une meilleure gestion de l'économie mondiale.

Les Ministres, pendant La Réunion, ont passé en revue les activités de l'OMC et exprimé leurs points de vue sur l'exécution de l'Accord de l'OMC et autres décisions ministérielles. Ils ont aussi échangé leurs points de vue sur les sujets qui, selon eux, devaient être nécessairement inclus dans le prochain Ordre du Jour de l'OMC.

A la fin de la Conférence, les Ministres ont adopté deux déclarations: Une Déclaration Ministérielle et une Déclaration sur le Commerce Electronique Mondial. La première était préparée par le Conseil Général à travers les discussions parmi les pays membres de l'OMC. Dans cette déclaration, les Ministres ont souligné l'importance cruciale du Système Commercial Multilatéral fondé sur des règles. Après avoir rappelé les troubles sur les marchés financiers des pays Asiatiques, ils ont rejeté l'utilisation de toutes mesures protectionnistes en insistant sur l'importance de maintenir tous les marchés ouverts. Les Ministres ont aussi décidé d'examiner les moyens à mettre en oeuvre pour intensifier la transparence des opérations de l'OMC afin d'améliorer la connaissance du public du SCM. Ils ont réitéré leur inquiétude quant à la marginalisation des Pays Les Moins Développés, et incité les membres à honorer leurs engagements relatifs à l'accès au marché en faveur de ces pays. Ils ont aussi décidé d'établir un mécanisme sous l'égide du Conseil Général pour l'exécution totale des accords existants.

Le deuxième document, Déclaration sur le Commerce Electronique Mondial, était proposé par les Etats Unis. Dans la Déclaration, les Ministres, "Reconnaissant que le commerce électronique mondial se développait et créait de nouvelles opportunités commerciales pour le commerce", ont chargé le Conseil Général "d'établir un programme de travail global pour examiner toutes les questions relatives au commerce ayant trait au Commerce Electronique Mondial". En outre, ils ont demandé que "Le Conseil Général produise un Rapport sur les progrès accomplis dans la réalisation du programme de travail et que

n'importe quelle recommandation pour l'action soit soumise à (leur) troisième session". En plus, Les ministres ont affirmé que "les membres continueraient leur pratique actuelle de ne pas imposer des droits de douane sur les transmissions électroniques". Les ministres ont aussi accepté la proposition des Etats Unis de tenir la troisième session aux Etats Unis en 1999. Et ils ont choisi les EU, le Pakistan, le Burkina Faso et la Colombie comme membres du Bureau de la prochaine session.

LA REUNION CONSULTATIVE DES PAYS MEMBRES DE L'OCI DISCUTE LES VOIES ET MOYENS DE CONSOLIDER LA POSITION DE L'OCI A L'EGARD DE L'ORDRE DU JOUR DE L'OMC

La Réunion Consultative des pays de l'OCI en rapport avec La Deuxième Conférence Ministérielle de l'OMC a eu lieu en deux sessions à Genève les 17 et 20 mai 1998. M. Oker Gürler, Economiste, a représenté le SESRTCIC à la Réunion. Pendant la Première session, les délégations des pays membres de l'OCI ont exprimé leurs opinions sur la Déclaration Ministérielle, et ont fait des commentaires sur les activités de l'OMC et l'exécution des accords de l'OMC. Ils ont aussi déclaré le besoin d'améliorer la coopération et la coordination parmi les pays membres de l'OCI dans les domaines relatifs aux activités de l'OMC et aux négociations commerciales. Ils ont proposé de continuer à avoir des Réunions Consultatives au sein de l'OCI.

Pendant la deuxième session, les délégations ont évalué les résultats de la Conférence Ministérielle et se sont interrogées sur ce qu'il fallait faire pour faire face aux défis qui risquaient de surgir pendant les entretiens sur le prochain Ordre du Jour de l'OMC. Ils ont aussi essayé de développer les voies et moyens pour améliorer la coordination et la coopération parmi les pays de l'OCI. Les participants ont proposé, notamment:

- 1) De réaliser des études pour évaluer l'impact de la mise en oeuvre de l'accord de

l'OMC sur les économies des pays membres de l'OCI.

2) D'établir un Groupe de Travail ad hoc pour consolider la position de l'OCI vis-à-vis de l'Ordre du Jour de l'OMC.

3) De convoquer une série de Réunions du groupe d'experts pour discuter des divers aspects de l'Ordre du Jour de l'OMC.

4) De débiter une série de Réunions de Consultation à Genève parmi les représentations permanentes des pays membres.

5) D'inclure l'évaluation des activités de l'OMC et la discussion de son prochain Ordre du Jour dans l'Ordre du Jour du COMCEC.

6) De demander à la BID de préparer une étude analysant les résultats de la Conférence Ministérielle.

LA REUNION SECTORIELLE DU GROUPE D'EXPERTS SUR L'EXECUTION DU PLAN D'ACTION DE L'OCI DANS LE DOMAINE DE LA TECHNOLOGIE ET LA COOPERATION TECHNIQUE: LES PROPOSITIONS DE PROJETS ATTENDENT LES REPONSES DES PAYS MEMBRES

La Réunion Sectorielle du groupe d'experts sur la mise en oeuvre du Plan d'Action de l'OCI dans le domaine de "La Technologie et la Coopération Technique" a eu lieu à Istanbul du 6 au 8 mai 1998. Dix-huit pays membres et un pays observateur de l'OCI ont assisté à la Réunion. Les représentants du Secrétariat Général et de sept institutions subsidiaires, spécialisées et affiliées de l'OCI ont aussi assisté à la Réunion.

M. Timuçin Sanalan, Sous-Secrétaire Adjoint à l'Organisation d'Etat de la Planification de la République de Turquie a inauguré la Réunion. M. Sanalan a souligné l'importance de telles réunions dans le lancement de l'exécution du nouveau Plan d'Action de l'OCI conformément aux nouveaux principes et modalités opérationnelles contenus dans la stratégie et le Plan d'Action de l'OCI.

S.E.M. l'Ambassadeur Motahar Hossain, Directeur des Affaires Economiques au Secrétariat Général de l'OCI, a délivré le message de S.E. Dr. Azeddine Laraki, Secrétaire Général de l'OCI, mettant l'accent sur l'importance du Plan d'Action de l'OCI

dans la progression de la coopération

économique et commerciale parmi les pays membres.

Après l'élection du Bureau de la Réunion et l'adoption de l'Ordre du Jour, le représentant du Secrétariat Général de l'OCI a présenté le document de base. Ensuite, la Banque Islamique de Développement a fait un exposé sur les activités et les facilités de la Banque dans les domaines de l'assistance technique et de la coopération technique.

Au point 6 de l'Ordre du Jour, le SESRTCIC a présenté un document de travail intitulé "Propositions sur les moyens/modalités d'exécution et les besoins en matière d'information dans le domaine de la technologie et la coopération technique" où des propositions détaillées étaient faites pour préparer le terrain pour des propositions de projets spécifiques sous chacun des programmes contenus dans le chapitre considéré du Plan d'Action.

Au point 7 de l'Ordre du Jour, le SESRTCIC a présenté un document intitulé "Les propositions de projets et les comités de projets dans le domaine de la technologie et la coopération technique" afin de faciliter les délibérations au cours de la Réunion.

Les délégués sont ensuite passés à l'examen et à la discussion de diverses propositions de projets et de projets conjoints présentés par un certain nombre de pays membres. La Réunion a aussi pris note des trente-six projets soumis au COMSTECH par dix-huit États membres et a convenu du fait qu'ils pouvaient être considérés. Il était aussi décidé qu'il serait possible d'envoyer de nouvelles propositions de projets au Secrétariat Général même après la conclusion de la Réunion, particulièrement

par les pays membres qui n'avaient pas assisté à la Réunion. Il a été convenu de lancer un appel aux pays membres pour qu'ils communiquent leurs réponses aux propositions de projets au Secrétariat Général aussitôt que possible, de préférence avant le 1er octobre 1998 au plus tard, afin de faciliter l'établissement et l'activation à une date proche des comités de projets dans le cas des projets qui ont suscité un intérêt suffisant.

LE COMITE DE SUIVI DU COMCEC DISCUTE DE L'EXECUTION DU PLAN D'ACTION ET DES QUESTIONS RELATIVES A L'OMC

La quatorzième Réunion du Comité de Suivi du Comité Permanent pour la Coopération Economique et Commerciale de l'Organisation de la Conférence Islamique (COMCEC) a eu lieu à Istanbul du 9 au 11 mai 1998. Les représentants de 9 pays membres du Comité, le Secrétariat Général et 5 institutions subsidiaires, spécialisées et affiliées de l'OCI ont assisté à la Réunion. La Réunion a été inaugurée par M. Timuçin Sanalan, Sous-Secrétaire Adjoint de l'Organisation d'Etat de la Planification de la Turquie, au nom de S.E. İşin Çelebi, Ministre d'Etat de la République de Turquie.

S.E. Süleyman Demirel, Président de la République de Turquie, et Président du COMCEC, dans son message à la Réunion, a souligné les développements substantiels qui eurent lieu à l'échelle internationale depuis que le COMCEC était devenu opérationnel en 1984, et le fait que les effets de la globalisation ont commencé à définir la forme que le monde prendra à l'avenir. Tout en souhaitant du succès à la Réunion, S.E. Demirel s'est déclaré persuadé que l'Ordre du Jour de la prochaine session serait mis au point par le Comité et que le travail qui sera accompli par les ministres eux-mêmes donnerait aux pays membres de l'OCI l'occasion de délibérer et de se mettre d'accord sur une action conjointe pour faire face aux défis qui leur sont lancés à l'échelle mondiale.

La Réunion a ensuite suivi le message de S.E. Azeddine Laraki, Secrétaire Général de l'OCI, qui était délivré par S.E.M. l'Ambassadeur Nabika Diallo, Secrétaire Général Adjoint de l'OCI. S.E. Laraki, soulignant l'importance des questions de coopération économique et commerciale dans l'Ordre du Jour de l'OCI et du rôle important joué par le COMCEC dans ce domaine vital, a remercié S.E. le Président Demirel pour ses efforts, en tant que président du COMCEC, et le gouvernement de Turquie pour le rôle qu'il joue pour faire de ce Comité de sommet le forum le plus important de l'OCI où les questions économiques cruciales du jour étaient étudiées en détail par les pays de l'OCI afin de développer des réponses efficaces aux défis mondiaux qui doivent être affrontés collectivement.

La Réunion a ensuite suivi le Document de Base du Secrétariat Général qui était suivi par un Rapport sur l'exécution du Plan d'Action. D'autres rapports ont été présentés par les représentants du Secrétariat Général de l'OCI, la Banque Islamique de Développement, le Centre Islamique pour le Développement du Commerce et la Chambre Islamique du Commerce et de l'Industrie concernant les Réunions de l'OMC et les questions connexes.

Au point 6 de l'Ordre du Jour, le Comité a considéré le Projet de Statuts de l'Institut de Normalisation et de Métrologie et recommandé l'examen par la quatorzième session de COMCEC d'un amendement clarifiant l'article concernant les contributions financières à faire aux budgets de l'Institut. Le Comité a noté avec appréciation l'empressement de L'État de Palestine à abriter le siège de l' Institut de Normalisation et de Métrologie (ISMPI) en Palestine, après la période initiale de trois ans pendant lesquels le siège sera en Turquie.

Au point 7 de l'Ordre du Jour, les représentants du Bureau de coordination du COMCEC ont fait une présentation sur les préparatifs pour l'échange de vues sur "Le

commerce Intra-OCI et les investissements, la stabilisation économique et les réformes structurelles dans les pays membres" qui sera mené pendant la quatorzième session de COMCEC.

Au point 8 de l'Ordre du Jour, le Comité a examiné le Projet d'Ordre du Jour de la quatorzième session du COMCEC qui doit se tenir du 1er au 4 novembre 1998, à Istanbul. Le Comité a révisé le projet d'Ordre du Jour et décidé de le soumettre à la quatorzième session de COMCEC.

A la séance de clôture, présidée par S.E.M. l'Ambassadeur Yaşar Yakış, Chef de la délégation de la République de Turquie, le Comité a adopté le Rapport ainsi que ses annexes.

LA REUNION SUR LA PREPARATION DE LA OUMMAH POUR LE 21ème SIECLE SOULIGNE LE BESOIN DE DEFINIR DES OBJECTIFS SPECIFIQUES DANS LES DOMAINES PRIORITAIRES POUR LES TROIS PROCHAINES ANNEES

La Deuxième Réunion sur la préparation de la Oummah pour le 21ème siècle a eu lieu à Téhéran, République Islamique d'Iran, les 13 et 14 juin 1998. Le Secrétariat Général de l'OCI, la Banque Islamique de Développement (BID), le Centre Islamique pour le Développement du Commerce (CIDC), la Chambre Islamique du Commerce et de l'Industrie (CICI), Le Centre de Recherches Statistiques, Economiques et Sociales et de Formation pour les Pays Islamiques (SESRTCIC) et l'Organisation Islamique pour L'Education, la Science et la Culture (OIESC) ont participé à la Réunion.

La Réunion a été inaugurée par S.E. Sabah Zangane, Ambassadeur, Mission Permanente de la République Islamique d'Iran auprès de l'OCI, Djeddah. La Réunion a suivi la déclaration du pays hôte faite par S.E.M. l'Ambassadeur Ali A. Mojtahed Shabestari dans laquelle il a souligné l'importance vitale des Comités Permanents et des institutions de l'OCI dans l'exploration des défis lancés par

l'avènement du 21ème siècle, et le besoin d'élaborer des réponses appropriées. Ensuite, S.E.M. l'Ambassadeur Motahar Hossain, Directeur du Département des Affaires Economiques de l'OCI, a mis la Réunion au courant de la progression chronologique du document de la BID sur le 21ème siècle à travers le COMCEC, le huitième sommet de l'OCI et la 25ème CIMAE, y compris les Réunions Consultatives connexes que la BID s'est chargée d'organiser pour examiner et améliorer le document. Finalement, la Réunion a suivi le discours de S.E. Dr. Ahmed Mohammed Ali, le Président de la BID, dans lequel il a demandé que des domaines spécifiques d'action et des objectifs précis soient déterminés en vue de leur réalisation pour la Oummah dans les trois prochaines années. La Réunion a ensuite suivi la présentation des documents soumis par les institutions participantes de l'OCI.

S.E.M. l'Ambassadeur Erdinç Erdün, Directeur Général du SESRTCIC, a mis

l'accent sur la nécessité de considérer l'initiative de la BID comme un effort destiné à contribuer à l'exécution du Plan d'Action de l'OCI de 1994 à travers des modalités concrètes à développer dans les domaines spécifiques décrits dans le document de la BID. Le Directeur Général du CIDC a indiqué que des changements majeurs affectaient l'économie mondiale suite à la signature des accords de Marrakesh, l'émergence des blocs économiques des pays industrialisés et l'accélération de la tendance à la globalisation. Le document de la CICI a esquissé les grandes lignes d'une approche à suivre dans l'établissement d'un Ordre du Jour approprié qui peut être poursuivi immédiatement comme un premier pas sur la voie de la transformation des recommandations contenues dans la résolution de l'OCI en programmes pratiques.

Après les présentations des différentes institutions, il y eut une discussion générale axée sur la Résolution du Sommet et sur la manière de traduire ses recommandations en programmes pratiques avec des objectifs qualitatifs et quantitatifs dans les domaines prioritaires spécifiés par la Résolution. Les modalités d'exécution pour les domaines prioritaires choisis ont été déterminés comme étant: La Formation sous la rubrique Développement des ressources humaines, l'Expansion du commerce Intra-OCI sous la rubrique Commerce et Investissement, et la Santé et l'Alphabétisation sous la rubrique Besoins Fondamentaux. Des groupes de travail spéciaux, comprenant les institutions concernées de l'OCI, ont été créés dans chacun de ces domaines pour suivre effectivement l'exécution de la Résolution.

A la séance de clôture, La Réunion a approuvé son Rapport, avec ses annexes, et suggéré que le groupe pourrait se réunir toutes les fois que cela s'avérerait nécessaire.

L'AGENDA DU CENTRE POUR LE TROISIEME TRIMESTRE DE 1998

JUILLET

- La Réunion de Coordination ONU-OCI, organisée par l'ONU, 13-15 juillet 1998, Genève.
- La Dixième Conférence Annuelle sur la socio-économie (SASE), 13-16 juillet 1998, Vienne.
- Conférence Annuelle de la Société du Monde Futur (SMF), 18-22 juillet 1998, Chicago.

AOÛT

- Visite officielle au Soudan.

SEPTEMBRE

- La Réunion de l'Association économique européenne (AEE), 2-5 septembre 1998, Berlin.
- Conférence internationale sur les pays en voie de développement et les accords du

cycle d'Uruguay (SESRTCIC&PNUD), 8-10 septembre 1998, le Caire.

- Atelier sur l'Agriculture (SESRTCIC & FAO), les 12-23 septembre 1998, Babolsar, Iran.
- Séminaire sur le développement des ressources humaines et l'allègement de la pauvreté (IIT), 13-15 septembre 1998, Dhaka, Bangladesh.
- Séminaire régional de formation sur les Applications en matière de surveillance de la dégradation du sol (FAO & SESRTCIC), 20-27 septembre, Damas.
- Séminaire de formation sur les questions de durabilité et les considérations écologiques dans l'analyse et la planification de la politique agricole (SESRTCIC &FAO), 20 septembre-1 octobre 1998, le Caire.

• La Réunion de l'organe de contrôle financier (SG), septembre 1998, Djeddah.

• Visite officielle en Tunisie et au Maroc, 28-29 septembre 1998.

• Atelier sur la stabilisation, la restructuration, et l'expansion du commerce (SESRTCIC & CIDC), 30 septembre-2 octobre 1998, Casablanca.

LES PUBLICATIONS DU CENTRE D'ANKARA

Dernière Publication

***Journal of Economic Cooperation*, vol. 19, numéros 1-2 pour janvier-avril 1998.**

Ce numéro double du *Journal* est consacré entièrement aux actes de l'Atelier sur les implications de la globalisation et des groupements économiques régionaux, particulièrement l'Union Européenne, pour les économies des pays de l'OCI tenu à Ankara les 18 et 19 septembre 1998.

L'Atelier était organisé par le Centre d'Ankara en préparation de la session d'échange des vues de la treizième session du COMCEC (novembre 1997) sur le même sujet. Les collaborateurs sont Mohamed Ariff, Masudul Alam Choudhury, Korkut Boratav, Kabir Hassan, George Assaf, Attiya Nawazish Ali, Lamine Doghri, Adil Abdalla, Omar A. Touray, El-Hassane Hzaine, Suat Öksüz et Syed Nawab Haider Naqvi.

NOUVELLES ACQUISITIONS DE LA BIBLIOTHEQUE DU CENTRE

Dernières acquisitions

La liste qui suit comporte certains titres choisis acquis par le Centre au cours du deuxième trimestre de 1998:

BENNEH, George, William B. Morgan and Juha I. Uitto (Rédacteurs), ***Sustaining the Future: Economic, Social, and Environmental Change in Sub-Saharan Africa***. Tokyo, The United Nations University, 1996.

GILBAR, Gag G., ***Population Dilemmas in the Middle East***. Londres, Frank Cass, 1997.

GILLESPIE, Richard (Ed. By), ***The Euro-Mediterranean Partnership: Political and***

Economic Perspectives. Londres, Frank Cass, 1997.

Gulf Energy and the World: Challenges and Threats. Abu Dhabi, The Emirates Centre for Strategic Studies and Research, 1997.

HARPER, Malcolm (Ed. By), ***Partnership Financing for Small Enterprise: Some Lessons from Islamic Credit Systems***. Londres, Intermediate Technology Publications, 1997.

KONI, Hasan (Ed. By), ***The Contribution of Turkey for Reconstruction and Development of Palestine***. Ankara, Ankara

University and Friedrich-Neumann-
Foundation in Turkey, 1995.

MADDY-WEITZMAN, Bruce, *Middle East
Contemporary Survey: Volume XIX, 1995.*
Jérusalem, Tel Aviv University, 1997.

Direction: Ambassadeur Erdiç Erdün
Economiques

Directeur Général

Rédaction: Dr. Mahmoud Rais

Directeur du Département des Publications

Assistante: Mme. Belgin Haktanır Sağlam
Secrétaire de Direction

Bureau de Rédaction: Centre de Recherches Statistiques,

et Sociales et de Formation pour les Pays Islamiques (SESRTCIC).

Adresse: Attar Sokak, No. 4, 06700 G.O.P., Ankara, Turquie.

Tél: (90) (312) 468 61 72 **Fax:** (90) (312) 467 34 58

Télex: (0607) 18944838

Courrier Electronique: sesrtcic@tr-net.net.tr

En cas de non distribution, prière de retourner au

SESRTCIC

Attar Sokak No. 4

06700 G.O.P.

Ankara, TURQUIE

IMPRIMES

MATBUA

PAR AVION

UÇAK İLE

Visitez notre site WEB à l'adresse suivante: www.sesrtcic.org